

Regard sur les infrastructures



EN RÉGION
Île-de-France

AVANT-PROPOS

Investir dans les infrastructures, c'est donner une impulsion économique forte pour sortir de la crise, mais aussi accompagner la transition écologique et l'adaptation au changement climatique.

Face à des fractures sociales et territoriales croissantes, les infrastructures forment les liens indéfectibles sur lesquels il faut pouvoir compter pour assurer la cohésion de nos territoires.

La transition écologique nécessite en effet d'engager les territoires dans le développement des mobilités bas carbone, la préservation de la ressource en eau, l'accélération des mutations dans les secteurs de l'énergie et du numérique ainsi que le renforcement de la résilience face aux aléas climatiques. **Mais il faudra également entretenir et maintenir à niveau un patrimoine colossal** : voiries, ouvrages d'art, canalisations, réseaux électriques irriguent l'ensemble des territoires et doivent garantir un service de qualité et une sécurité optimale à tous les habitants de la région.

Le rôle des collectivités locales dans ces domaines est incontournable, comme en témoignent les données présentées dans ce document pour la région Île-de-France.

Nous avons la conviction que l'ensemble des collectivités locales d'Île-de-France sauront être au rendez-vous. Pour relever ces défis, faire preuve d'ambition, La Banque Postale comme les entreprises de Travaux Publics le seront aussi, à leurs côtés, au service des territoires et de leurs habitants.

Sources et méthodologie



Données institutionnelles : liste des groupements au 01/01/2020 disponible sur « banatic.interieur.gouv.fr » ; *Les collectivités locales en chiffres 2020*, DGCL.

Carte : liste des communes touristiques et stations classées disponible sur le site « entreprises.gouv.fr » ; fichier des critères DGF de la DGCL pour population, résidences secondaires, communes de montagne, superficie et calcul de la densité.

Infrastructures : FRTIP et CERC (cellule économique régionale de la construction).

Entreprises de TP : FNTIP

Données budgétaires des collectivités locales

Elles sont issues des balances comptables par nature et par fonction publiées par la DGFIP.

Pour les dépenses de TP par niveau de collectivités locales, les dépenses ont été déterminées en ciblant des comptes précis dans les différentes nomenclatures comptables.

Pour les dépenses de TP par fonction, les données fonctionnelles ont été utilisées quand elles étaient disponibles (pour les budgets des collectivités de plus de 3 500 habitants en M14, M52, M71 et M57). Pour les budgets avec une nomenclature en M4, le « code activité » établi par la DGFIP a été utilisé et rapproché des fonctions.



COLLECTIVITÉS
LOCALES

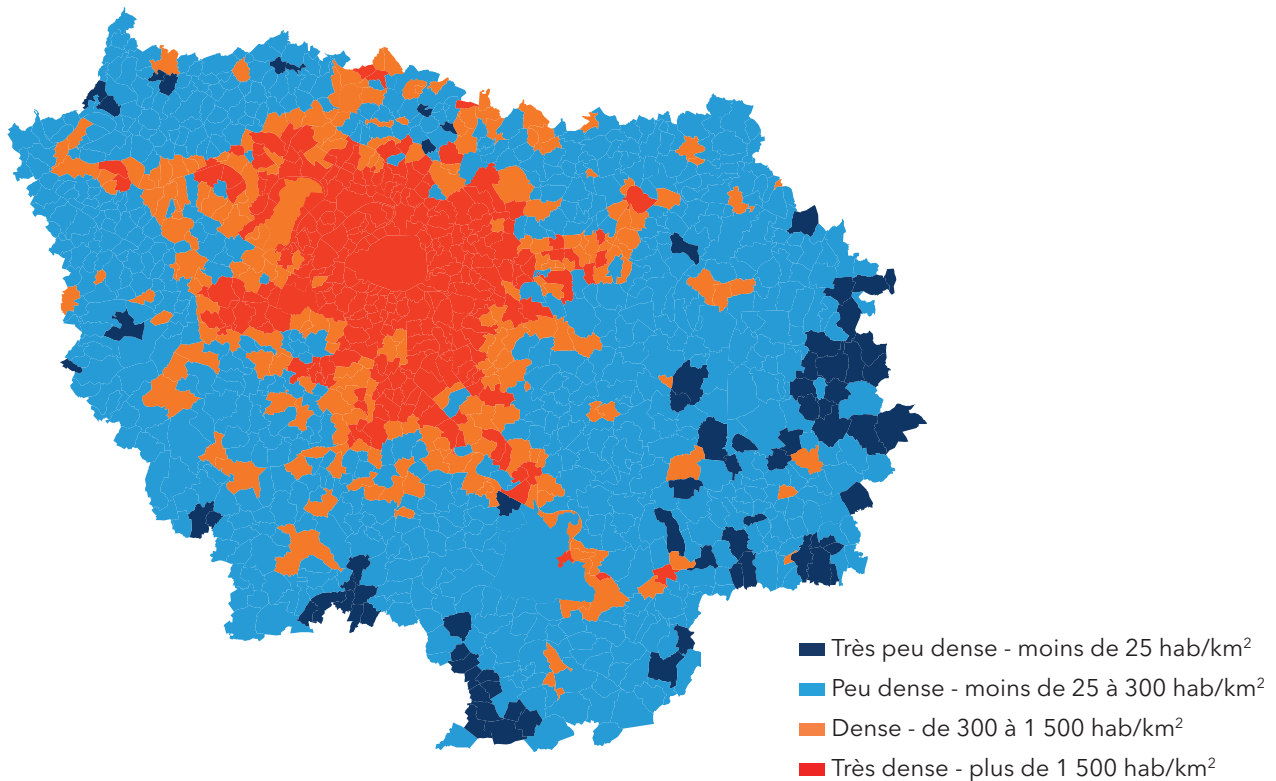


■ La région Île-de-France en quelques chiffres

La Région compte **12,2 millions** d'habitants, **18,2 %** de la population française, s'étend sur une superficie de **12 012 km²** et la densité de population s'élève à **1 014 habitants/km²** (**1^{er} rang** en France métropolitaine).

La Région comprend **1 268** communes, **1** Métropole, **1** communauté urbaine et **20** communautés d'agglomération. Il faut souligner que le développement de l'intercommunalité en Île-de-France est très récent. À cela s'ajoute l'existence d'une collectivité à statut particulier : Ville de Paris qui regroupe la ville et le département. C'est une Région marquée par sa très grande densité de population et une activité économique tirée par le tourisme, l'industrie et l'agriculture.

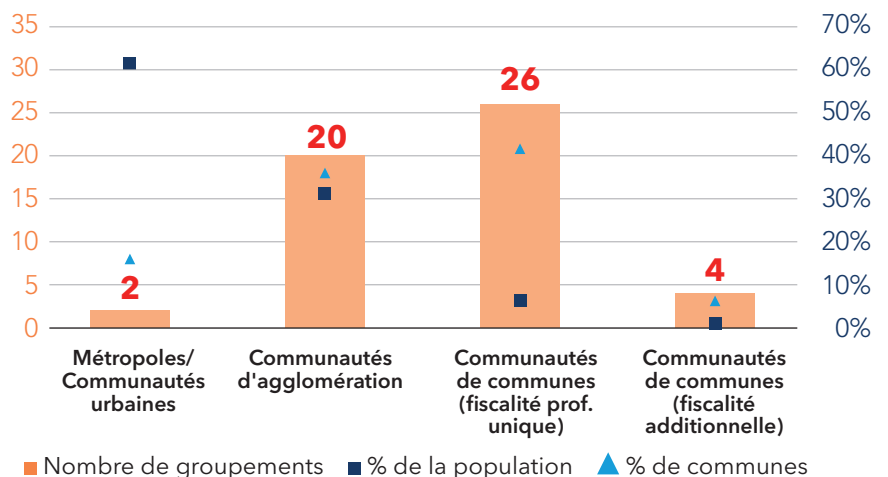
Caractéristiques des communes de la Région



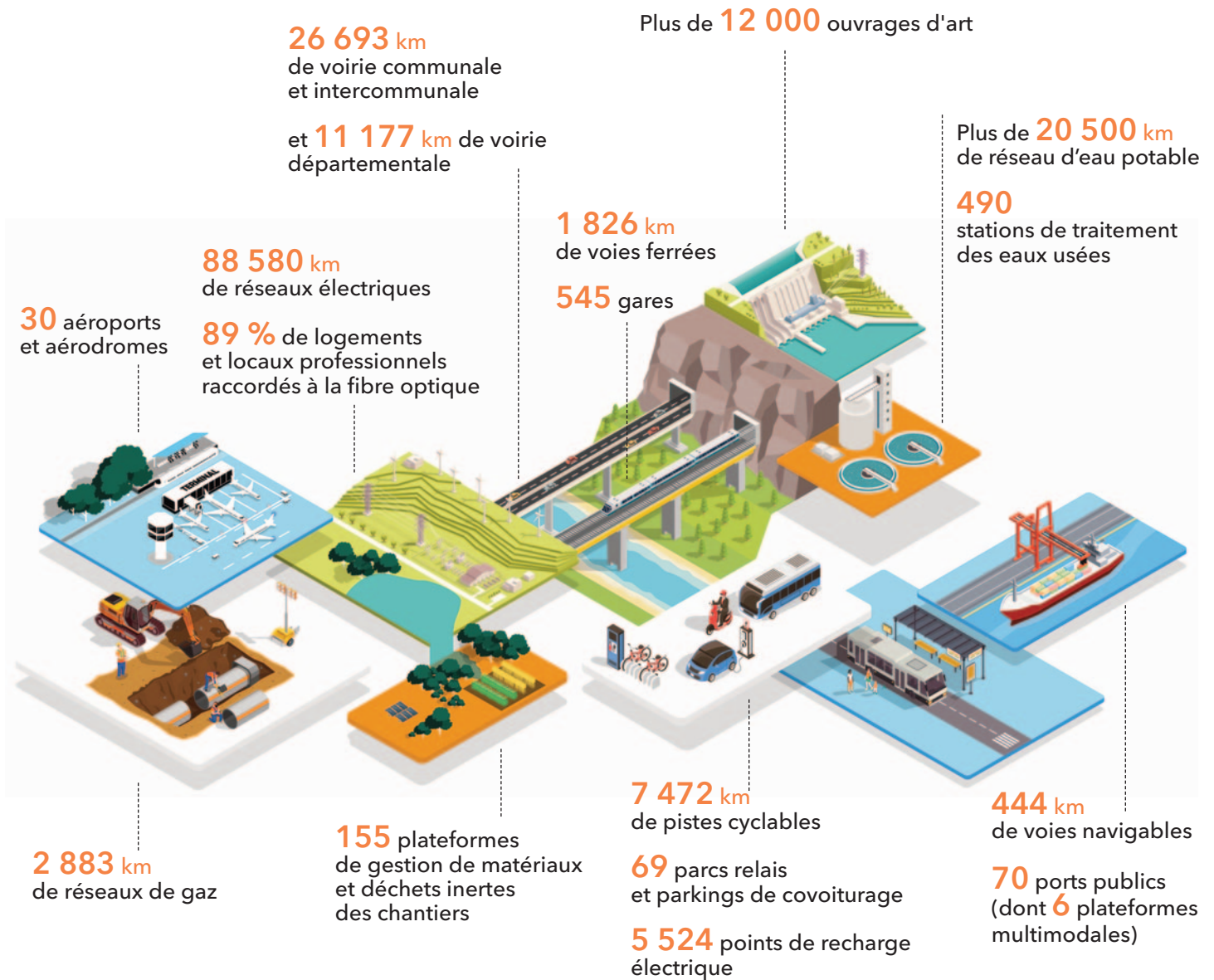
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

Décomposition de l'intercommunalité de la Région

Collectivité à statut particulier	1
Départements	7
EPCI à fiscalité propre	52
Etablissement public territorial	11
Communes	1268
Syndicats	628



■ Les infrastructures de Travaux Publics



■ Les entreprises de Travaux Publics

69 238

effectifs des entreprises de TP
en Île-de-France (hors intérim)

795 entreprises

dont 47% de moins de 10 salariés

13,09 milliards d'euros
de chiffre d'affaires

29 %

du chiffre d'affaires des entreprises françaises
de Travaux Publics

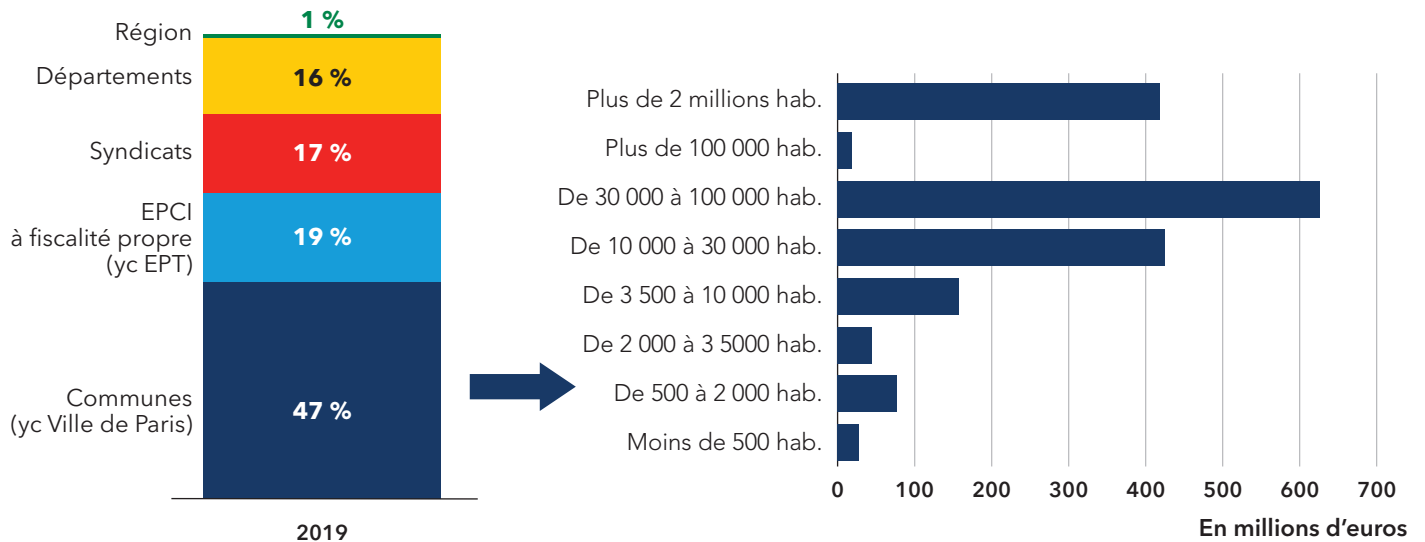
dont **57 %** Neuf / **43 %** Entretien

35 % du chiffre d'affaires
réalisés auprès des collectivités locales

■ Les dépenses de Travaux Publics des collectivités locales

Des dépenses de Travaux Publics qui atteignent **3,8 milliards d'euros** en 2019 (soit **317 euros** par habitant), portées à **83 %** par le bloc communal avec un poids important des communes de 30 000 à 100 000 habitants.

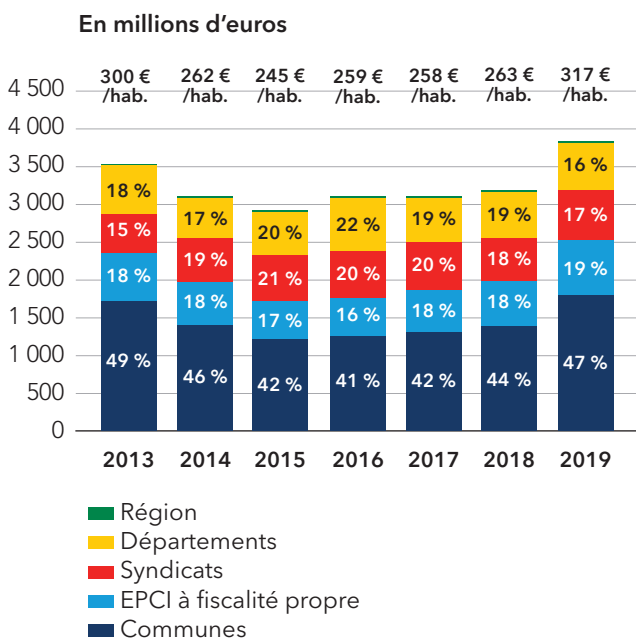
Répartition des dépenses de Travaux Publics par niveau de collectivités locales



Des dépenses qui sont réparties à la hausse en fin de mandat avec un poids toujours important des communes.

Des dépenses principalement orientées vers les routes avec un poids de l'aménagement et de l'environnement supérieur à la moyenne nationale.

Évolution des dépenses de Travaux Publics des collectivités locales



À quoi servent les dépenses de Travaux Publics ?

